

# Modernisation de l'Assemblée nationale, bilan et perspectives

Point presse de  
Bernard Accoyer,  
Président de l'Assemblée nationale



Hôtel de Lassay

mercredi 1<sup>er</sup> juillet 2009

# Sommaire

<b>I. Travail législatif du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 25 juin 2009</b>	<b>P.3</b>
<b>II. Textes définitivement adoptés au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 2008 - 25 juin 2009</b>	<b>P.5</b>
<b>III. Congrès de Versailles - Lundi 22 juin 2009 - 1<sup>ère</sup> intervention Président de la République devant le Parlement</b>	<b>P.6</b>
<b>IV. Bilan d'application par l'Assemblée nationale de la Constitution révisée le 23 juillet 2008</b>	<b>P.7</b>
<b>V. La mise en œuvre de l'ordre du jour partagé</b>	<b>P.8</b>
<b>VI. La « charte » des droits de l'opposition dans le nouveau Règlement de l'Assemblée</b>	<b>P.10</b>
<b>VII. L'Assemblée nationale, lieu le plus approprié à un travail de fond sur les questions de sociétés</b>	<b>P.11</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Les missions d'information de la XIII<sup>e</sup> législature<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Mission d'information sur les Questions mémorielles</li><li>▪ Mission d'information sur la révision des lois Bioéthique</li><li>▪ Mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes</li></ul></li></ul>	
<b>VIII. Environnement et développement durable à l'Assemblée nationale</b>	<b>P.13</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'environnement est au cœur du travail législatif</li><li>• L'environnement est au cœur des décisions que l'Assemblée prend pour son fonctionnement quotidien</li><li>• L'Assemblée s'associe avec des personnalités de renom pour participer à la sensibilisation sur les grands enjeux environnementaux</li></ul>	
<b>IX. Activité internationale et européenne du Président de l'Assemblée</b>	<b>P.15</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Entretiens internationaux à l'Hôtel de Lassay</li><li>• Déplacements du Président à l'étranger</li><li>• Présidence française de l'UE</li><li>• Intégration de la dimension européenne à l'activité de l'Assemblée nationale</li></ul>	

***Annexes : Règlement de l'Assemblée nationale et livret explicatif de la réforme du règlement de l'Assemblée nationale***

## Travail législatif du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 25 juin 2009

- Jours de séance publiques : 131
- Nombre de séances : 287
- Heures de séance publique : 1 129 h 15

Textes déposés à l'AN :

Projets de loi : 87  
Propositions de loi : 267 (dont 3 retraits)

Depuis le début de la Session ordinaire d' octobre 2008 :

- 30 textes ont été adoptés dont :
  - 22 projets de loi
  - 8 propositions de loi
- auxquels il faut ajouter la ratification de 34 traités

Nombre d'amendements Assemblée Nationale (depuis octobre 2008)

Déposés : 16 984  
Adoptés : 3 089

Déclarations du Gouvernement (Art. 132 R)	8
- Crise financière et bancaire (8 octobre 2008)	
- Préalable au conseil européen (14 octobre 2008)	
- Paquet énergie climat (18 novembre 2008)	
- Préalable au conseil européen (10 décembre 2008)	
- Situation au Proche-Orient (14 janvier 2008)	
- Attribution de fréquences de réseaux mobiles (5 février 2009)	
- Politique étrangère de la France 17 mars 2009)	
- Préalable au Conseil européen (9 juin 2009)	
Déclarations du Gouvernement (Art. 35.2 C)	1
- Autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées en Côte d'ivoire, au Kosovo, au Liban, au Tchad et en République centrafricaine (28 janvier 2009)	
Déclarations du Gouvernement (Art. 72.4C)	1
- Changement de statut de Mayotte (11 février 2009)	
Débats tenus dans le cadre d'une séance mensuelle réservée (Art 48.3C)	1
- Crise économique et sociale (25 novembre 2008)	
Semaines de contrôle (1 mois depuis le 1 <sup>er</sup> mars)	
- Débats d'initiative parlementaire	6
- Questions à un Ministre	3

- Textes examinés :		<b>6</b>
	<i>Projets</i>	3
	<i>Résolutions</i>	1
	<i>Propositions</i>	2
Semaines de l'Assemblée nationale		
- Débat		<b>1</b>
- Textes examinés		<b>14</b>
	<i>Projets</i>	2
	<i>Résolutions</i>	2
	<i>Propositions</i>	10
Missions d'information créées par la Conférence des Présidents		<b>2</b>
- Violences faites aux femmes		
- Port de la burqa		
Scrutins publics décidés par la Conférence des Présidents		<b>26</b>
Résolutions européennes		<b>7</b>
- Comité d'entreprise européen		
- Paquet énergie-climat		
- L'Europe face à la crise financière		
- Application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers		
- Réforme du fonds européen d'ajustement à la mondialisation		
- Renforcement de la régulation financière		
- Fixation des profils nutritionnels des denrées alimentaires		
73 Rapports d'information et d'évaluation déposés pendant la session 2008 – 2009		
➤ 46 rapports d'information déposés par les commissions permanentes et délégations		
➤ 9 rapports de l'Office d'évaluation des choix scientifiques et technologiques		
➤ 2 rapports de l'Office d'évaluation des politiques de santé		
➤ 16 rapports de la Délégation pour l'Union européenne		



## Textes définitivement adoptés au cours de la période du 1<sup>er</sup> octobre 2008 au 25 juin 2009

### PROJETS

1. Loi de finances rectificative pour le financement de l'économie
2. Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes
3. Revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion
4. Revenus du travail
5. Loi de financement de la sécurité sociale pour 2009
6. Loi de finances pour 2009
7. Loi de finances rectificative pour 2008
8. Loi portant application de l'article 25 de la Constitution
9. Loi relative à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés
10. Ratification de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation
11. Loi de finances rectificative pour 2009
12. Loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012
13. Accélération des programmes de construction et d'investissement
14. Communication audiovisuelle et nouveau service public de télévision
15. Nomination des présidents de l'audiovisuel public (**org.**)
16. Logement et lutte contre l'exclusion
17. Application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution (**org.**)
18. Projet de loi de finances rectificative pour 2009 (2)
19. Développement économique des outre-mer
20. Favoriser la diffusion et la protection de la création sur Internet)
21. Organe central des caisses d'épargne et des banques populaires
22. Réforme de l'hôpital

### PROPOSITIONS

1. Statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires
2. Prolongation de l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers
3. Amélioration et simplification du droit de la chasse
4. Législation funéraire
5. Simplification du droit
6. Modification de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires
7. Création d'une première année commune aux études de santé

## **Congrès de Versailles - Lundi 22 juin 2009** **1<sup>ère</sup> intervention d'un Président de la République** **devant le Parlement**



Aujourd'hui, et pour la première fois depuis 1875, le Président de la République s'exprime devant les députés et les sénateurs réunis en Congrès à Versailles. L'article 18 alinéa 2 de la Constitution, modifié par la réforme du 23 juillet 2008, dispose en effet désormais : *le Président de la République « peut prendre la parole devant le Parlement réuni à cet effet en Congrès. »*

C'est donc une première institutionnelle, une première historique qui nous réunit ce lundi 22 juin 2009. Une première qui s'inscrit dans le vaste mouvement de modernisation et de démocratisation de nos institutions que nous avons, dès l'année dernière, entrepris de conduire ensemble. Un parlement revalorisé, un parlement plus engagé, un parlement mieux respecté, c'est un parlement entièrement tourné vers les préoccupations de nos concitoyens et pleinement associé aux grands choix politiques qui vont déterminer l'avenir de la France.

C'est aussi un parlement devant lequel le chef de l'État s'exprime lorsqu'il souhaite s'adresser à la Nation. Depuis les origines de la III<sup>e</sup> République, le Parlement était interdit au Président de la République, qui pouvait seulement transmettre un « message » aux représentants du peuple, message lu par le président de chaque chambre devant des parlementaires debout. Désormais, c'est le chef de l'État lui-même qui prendra la parole. Ensuite, comme le prévoit la Constitution, sa déclaration peut donner lieu, hors sa présence, à un débat, ce qui sera le cas cet après-midi.

J'attache à ce débat beaucoup d'importance. Je souhaite que les parlementaires, de la majorité comme de l'opposition, se saisissent de cette nouvelle disposition constitutionnelle pour faire de cette rencontre inédite entre les pouvoirs législatif et exécutif, l'un des moments forts de la vie politique de notre pays.

Ce rendez-vous de Versailles est plus qu'un symbole, c'est une promesse : celle d'une expression directe renouée entre le Chef de l'État et les élus de la Nation.

**Bernard ACCOYER**  
**Président de l'Assemblée nationale**  
**Président du Congrès**

## **Bilan d'application par l'Assemblée nationale de la Constitution révisée le 23 juillet 2008**

**En application de l'article 24** de la Constitution : Création du **Comité d'Evaluation et de Contrôle**

**En application de l'article 25** : **vote pour avis** de la commission des Lois sur la **nomination** des membres de la Commission indépendante sur le redécoupage électoral

**En application de l'article 35**, vote de l'Assemblée pour **autoriser la prolongation de la présence des troupes françaises** en Afghanistan, le 22 septembre 2008, et la prolongation de la présence des troupes françaises au Tchad, en République Centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Liban et au Kosovo, le 28 janvier 2009

**En application de l'article 42**, à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009 : **examen en séance du texte adopté par la commission**, respect du **délai de 6 semaines** entre le dépôt d'un texte et son examen en séance, respect du **délai de 4 semaines** entre la transmission d'un texte par l'autre chambre et son examen en séance

**En application de l'article 43** : création de **deux nouvelles commissions permanentes** consacrées aux Affaires Culturelles et à l'Education, et au Développement Durable et à l'Aménagement du Territoire

**En application de l'article 48** : à partir du 1<sup>er</sup> mars 2009, mise en œuvre de l'**ordre du jour partagé**

Quinze propositions de loi, dont sept adoptés, ont été examinées pendant les semaines dites « législatives »

Quatre ministres ont participé aux séances de Questions à un ministre et cinq débats ont été organisés pendant les semaines consacrées prioritairement à l'évaluation et au contrôle.

**En application de l'article 51-1** : des « **droits spécifiques** » ont été créés en faveur des groupes d'**opposition** et des **groupes minoritaires**

## **La mise en œuvre de l'ordre du jour partagé**

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, pendant les 4 semaines dites « législatives », 15 propositions de loi ont été examinées par l'Assemblée nationale

### **Sept propositions de loi ont été adoptées**

- Proposition de loi sur l'accès au crédit des PME (Chantal BRUNEL), le 17 mars 2009
- Proposition de loi modifiant l'ordonnance du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (Bernard ACCOYER), le 28 avril 2009
- Proposition de loi relative à la lutte contre l'inceste sur les mineurs (Marie-Louise FORT), le 28 avril 2009
- Proposition de loi de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures (Jean-Luc WARSMANN), le 28 avril 2009
- Proposition de loi visant à faciliter la saisie et la confiscation en matière pénale (Jean-Luc WARSMANN et Guy GEOFFROY), le 4 juin 2009
- Proposition de loi pour faciliter le maintien et la création de l'emploi (Jean-Frédéric POISSON), le 9 juin 2009
- Proposition de loi visant à garantir de justes conditions de rémunération aux salariés concernés par une procédure de reclassement (François SAUVADET), adopté le 30 juin 2009

### **Huit autres propositions de loi ont été examinées**

- Proposition de loi relative aux hauts revenus de solidarité (groupe SRC), le 30 avril 2009
- Proposition de loi relative à l'augmentation des salaires et à la protection des salariés et des chômeurs (groupe SRC), le 30 avril 2009
- Proposition de loi relative à la suppression du délai de solidarité (groupe SRC), le 30 avril 2009
- Proposition de loi visant à prendre des mesures urgentes de justice sociale en faveur de l'emploi, des salaires et du pouvoir d'achat (groupe GDR), le 28 mai 2009
- Proposition de loi relative à la transformation écologique de l'économie (groupe GDR), le 28 mai 2009
- Proposition de loi relative au statut de la société privée européenne et des services sociaux d'intérêt général dans l'Union européenne (groupe GDR), le 28 mai 2009
- Proposition de loi visant à promouvoir une autre répartition des richesses (groupe GDR), le 28 mai 2009
- Proposition de loi relative à la rémunération des mandataires sociaux dans les sociétés anonymes (Charles de COURSON), le 25 juin 2009

Depuis le 1<sup>er</sup> mars, pendant les 4 semaines dites « de contrôle », 4 ministres ont été questionnés et 5 débats organisés et 1 texte examiné

#### **Quatre ministres ont participé aux séances de Questions à un ministre**

- Questions à Valérie PECRESSE, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, (proposition de la conférence des présidents), le 25 mars 2009
- Questions à Michèle ALLIOT-MARIE, ministre de l'Intérieur, et à Rachida DATI, ministre de la Justice, Garde des Sceaux, sur la lutte contre la délinquance (proposition du groupe UMP), le 5 mai 2009
- Questions à Christine BOUTIN, ministre du Logement (proposition du groupe GDR), le 2 juin 2009

#### **Cinq Débats d'évaluation et de contrôle ont été organisés**

- Débat sur les suites de la mission d'information sur les maisons de l'emploi (proposition de la commission des affaires sociales), le 24 mars 2009
- Débat sur le bilan de la PAC (proposition de la commission des Affaires Economiques), le 26 mars 2009
- Débat sur les compensations des charges transférées aux collectivités locales (proposition du groupe SRC), le 6 mai 2009
- Débat sur le bilan de la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées du 11 février 2005 (proposition de la commission des Affaires Sociales), le
- Débat sur la politique énergétique (proposition du groupe NC), le 3 juin 2009

#### **Un texte a été examiné**

- Projet de loi de règlements des comptes pour l'année 2008, le 29 juin 2009

# La « charte » des droits de l'opposition dans le nouveau Règlement de l'Assemblée

## Sur le travail législatif

- 1) **Multiplication par trois du nombre des séances d'initiative parlementaires** attribuées aux groupes d'opposition
- 2) En cas de mise en œuvre du « **temps législatif programmé** », attribution d'un **temps de parole plus important pour les groupes d'opposition** (répartition à **60/40** du crédit-temps attribué aux groupes) et d'un temps de parole spécifique pour les présidents de groupe
- 3) Possibilité donnée aux présidents de groupe d'obtenir, de droit, un « **temps législatif programmé allongé** » et d'un « **temps programmé exceptionnel** » pour l'examen d'un texte
- 4) Possibilité donnée aux présidents de groupe de **s'opposer** à la mise en œuvre du « **temps législatif programmé** », en cas de recours, par le Gouvernement à la **procédure accélérée**, si le délai de 6 semaines entre le dépôt et l'examen du texte n'est pas respecté
- 5) **Inscription dans le Règlement** de l'Assemblée du principe de l'attribution à l'opposition de la **présidence de la commission des Finances**
- 6) **Elargissement des bureaux des commissions**, des commissions d'enquête et du CEC afin de garantir que **tous les groupes** y soient **représentés**

## Sur l'évaluation et le contrôle

- 7) **Egalité de temps de parole** entre majorité et opposition pour les **activités** consacrées à l'**évaluation et au contrôle**, dont les **Questions au Gouvernement** et mise en place d'un **droit de réplique pour les « Questions à un Ministre »**
- 8) **1<sup>ère</sup> question orale au gouvernement** posée par **un député** d'un groupe **d'opposition minoritaire**
- 9) Principe de la **désignation de deux députés, dont un** appartenant à l'**opposition** pour les **rapports** des commissions **sur l'application des lois**
- 10) Principe de la **désignation de deux députés, dont un** appartenant à l'**opposition** comme rapporteurs des **missions d'évaluation et de contrôle**
- 11) Reconnaissance d'un « **droit de tirage** » permettant aux **groupes d'opposition** d'obtenir la création de **commissions d'enquête**
- 12) Création d'un **Comité d'Evaluation et de Contrôle** dont la **composition reflètera la composition politique de l'Assemblée** et dont l'**une des deux Vice-Présidence** reviendra à un député de l'**opposition**
- 13) Reconnaissance d'un « **droit de tirage** » permettant à chaque groupe d'obtenir, de droit, la **réalisation d'études d'évaluation** par le CEC



## **L'Assemblée nationale, lieu le plus approprié pour un travail de fond sur les questions de sociétés**

L'Assemblée joue et doit continuer à avoir un rôle majeur quant aux débats qui traversent l'opinion sur les questions de société. Elle est le lieu le plus approprié pour un examen serein, équilibré, pluraliste, écoutant tous les points de vue avec le recul nécessaire, des sujets de société.

La qualité de son travail de réflexion aide à préparer une prise de décision équilibrée et souvent acceptée par une très large majorité.

La mission d'information qui vient d'être constituée sur la **pratique du port de la burqa ou du niqab sur le territoire national**, permettra d'évaluer la situation présente, d'en avoir une meilleure compréhension, d'en débattre sereinement et d'envisager les solutions éventuelles partagées le plus largement possible.

### **Les missions d'information de la XIII<sup>e</sup> législature**

#### **▪ Mission d'information sur les Questions mémorielles**

Président-Rapporteur : Bernard ACCOYER

Quel bilan dresser des « lois mémorielles » votées ces dernières années ? Est-ce au législateur ou aux chercheurs de qualifier les faits historiques ? Qui doit décider de ce qu'il convient de commémorer ? Où commence et où s'arrête le devoir de mémoire ? L'école est-elle la seule manière d'y associer les jeunes générations ? Quelle place accorder dans notre pays à l'enseignement de l'histoire ?

Pour répondre à l'ensemble de ces questions, Bernard ACCOYER, Président de l'Assemblée nationale, a conduit pendant près de 6 mois une vaste réflexion au travers d'une mission d'information parlementaire pluraliste, qui a procédé à l'audition de très nombreux historiens, philosophes, éditeurs, juristes, responsables politiques ou associatifs.

« *Rassembler la Nation autour d'une mémoire partagée* » : telle est la conclusion, en forme d'exhortation pour l'avenir, de ce travail appelé à faire date, au terme duquel les députés conviennent qu'il n'appartient pas au Parlement d'adopter des lois portant une appréciation sur des faits historiques, a fortiori lorsque celles-ci s'accompagnent de sanctions pénales.

Rapport adopté à l'unanimité

#### **▪ Mission d'information sur la révision des lois bioéthique**

Président : Alain CLAEYS, Rapporteur : Jean LEONETTI

La mission d'information sur la révision des lois bioéthiques est chargée de dresser le bilan de l'application de la législation actuelle issue des lois du 29 juillet 1994 et de la loi du 6 août 2004 et de définir les problématiques éthiques et juridiques que posent les évolutions récentes des connaissances scientifiques. Ses travaux ont pour but de préparer la discussion de la nouvelle loi de bioéthique qui devra entrer en vigueur en 2011.


- **Mission d'évaluation de la politique de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes**

Présidente : Danièle BOUSQUET, Rapporteur : Guy GEOFFROY

La mission a pour tâche d'évaluer ces violences, au sein du foyer mais aussi dans l'espace public et sur les lieux de travail ainsi que d'apprécier la réponse qui leur est apportée. La mission va s'attacher particulièrement à l'examen de l'application des lois existantes et de la mise en oeuvre des plans de lutte contre les violences qui ont été élaborés, dans la perspective de formuler des propositions pour améliorer la réponse pénale et répondre plus efficacement aux situations de détresse et aux multiples problèmes que rencontrent les femmes victimes de violence.

# Environnement et développement durable à l'Assemblée nationale

L'environnement est au cœur du travail législatif, à travers :

- **la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement** : loi sur la responsabilité environnementale (01/01/08), loi sur les organismes génétiquement modifiés (25/06/08), mesures de « verdissement » de la fiscalité dans la loi de finances pour 2009 et dans la loi de finances rectificative pour 2008, projet de loi relatif à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (dit « Grenelle I ») adopté à la quasi-unanimité en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> lecture par les députés, préparation de l'examen du « Grenelle II », constitution d'une mission d'information de la commission des finances sur la fiscalité environnementale.
- 
- **la mise en place d'une commission dédiée** : la « Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire » qui traitera spécifiquement des questions liées à l'environnement. **Le prisme de l'environnement imprègne désormais l'élaboration des normes législatives.**

L'environnement est au cœur des décisions que l'Assemblée prend pour son fonctionnement quotidien

Une Institution, dans laquelle près de 3 000 personnes travaillent quotidiennement, ne saurait se contenter d'élaborer la norme sans être elle-même **une partie prenante active de ce grand défi**. Son Président, Bernard ACCOYER, a souhaité que l'Assemblée nationale participe concrètement à la préservation de l'environnement et qu'elle soit **très vigilante sur les conséquences environnementales des décisions qu'elle prend**.

Ces décisions concernent tous les secteurs, et notamment :

- **le diagnostic des émissions de gaz à effet de serre** : L'Assemblée nationale a été l'une des premières grandes institutions publiques à faire réaliser, dès 2008, son bilan carbone ;
- **les économies d'énergie** : 90% de l'éclairage effectif de l'Assemblée nationale est assuré par des ampoules basse consommation ; les immeubles sont équipés de double vitrage et d'un système de pompe à chaleur réversible ;
- **la réduction significative de la consommation de papier** par la dématérialisation des procédures et le remplacement de documentation « papier » par des supports électroniques ;
- **l'approvisionnement en produits labellisés pour le respect de l'environnement** : achat de papier recyclé ou de papier vierge issu de forêts gérées durablement et respectant la norme « NF environnement » ;
- **la réduction des déchets et l'amélioration du tri** : récupération et recyclage du verre, des piles, des tubes et lampes fluorescentes, des toners et cartouches

d'imprimantes... Equipement en septembre de chaque bureau de député d'une corbeille à deux bacs, afin d'améliorer le tri du papier ;

- **la rédaction d'un « *Guide des bonnes pratiques environnementales* »** incitant tous ceux qui travaillent sur le site de l'Assemblée à faire évoluer leur comportement quotidien pour participer à la préservation de l'environnement



- **le lancement d'une étude sur la qualité de l'air intérieur à l'Assemblée nationale.**

L'Assemblée s'associe avec des personnalités de renom pour participer à la sensibilisation sur les grands enjeux environnementaux

- projection, à l'initiative du Président, Bernard ACCOYER, de deux documentaires sur le réchauffement climatique et l'état de la planète : « *La 11<sup>ème</sup> Heure, le dernier virage* » de Leonardo DiCaprio, en janvier 2008, en partenariat avec l'ADEME et Nicolas Hulot ; « *Home* », le 16 juin 2009, en présence de son réalisateur, Yann Arthus-Bertrand.
- **Participation à la campagne européenne et mondiale de sensibilisation sur les économies d'énergie** par l'extinction de l'éclairage extérieur de l'Assemblée nationale pendant une heure et demie, le 13 février 2009 et le 28 mars 2009.

## **Activité internationale et européenne du Président de l'Assemblée nationale**

### Entretiens internationaux à l'Hôtel de Lassay

Depuis le début de la session, le Président de l'Assemblée nationale a eu **38 entretiens avec de hautes personnalités étrangères** (Chefs d'Etat, Chefs de gouvernement, Présidents d'Assemblée, etc).

De **grandes rencontres internationales** sous la présidence de Bernard Accoyer parmi lesquelles : Conférence des Présidents de Parlements des pays de l'Union Européenne (27/02 au 28/02/09) ; 35<sup>ème</sup> session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (02 au 06/07/09).

### Déplacements du Président à l'étranger

Le Président de l'Assemblée aura effectué **11 déplacements à l'étranger** à la mi-juillet 2009. Ces missions ont été l'occasion de nombreux entretiens avec des Chefs d'Etat (Présidents Hu Jintao et Shimon Pérès en 2009) et certains de ses homologues (Présidente de la Chambre des représentants américaine Nancy Pelosi, Président de la Douma à Moscou Boris Gryzlov ...)

Ses déplacements ont permis à Bernard Accoyer, en particulier en Chine et au Proche-Orient, de conforter les relations parlementaires bilatérales de nos pays.

- **Tokyo, Hiroshima, (Japon)** : conférence des Présidents de Parlements des pays du G8 (31/08 au 03/09/08).
- **Bruxelles (Belgique)** : présidence d'une rencontre interparlementaire au Parlement européen (10 au 11/09/08) dans le cadre de la PFUE.
- **Genève (Suisse)** : invitation du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève (29/09/08)
- **Hambourg (Allemagne)** : colloque Paris-Berlin (16/01/09)
- **Prague (République tchèque)** : réunion du trio des Présidents d'Assemblée (30/01/09)
- **Israël, Gaza et Cisjordanie** (07/02 au 09/02/09) : mission avec les Présidents de groupes parlementaires
- **Moscou (Russie)** : réunion annuelle de la Grande Commission France-Russie (09 au 10/04/09)
- **Pékin, Tianjin, Shanghai, Shenzhen (Chine)** : visite bilatérale et signature d'un mémorandum créant une Grande commission France-Chine (19 au 25/04/09)
- **Berne et Fribourg (Suisse)** : mission à l'invitation du Président du Conseil des Etats (25 au 26/06/09)
- **Stockholm (Suède)** : réunion du trio de Présidence (08 au 09/07/09)
- **Genève (Suisse)** : comité préparatoire de la conférence mondiale des Présidents de Parlements (16 au 17/07/09).



## Présidence française de l'UE

L'Assemblée Nationale a joué **un rôle majeur** pendant la présidence française de l'UE (juillet-décembre 2008).

- **Réunions organisées :**
  - **10 réunions des commissions permanentes** des 27 parlements sur tous les thèmes (développement durable, énergie, transports, protection sociale, fiscalité, immigration, etc).
  - **2 rencontres interparlementaires** (parlementaires nationaux des 27 et parlementaires européens) à Strasbourg et à Bruxelles : l'une sur l'immigration, l'autre sur les questions climatiques
  - **réunion du trio** de présidence européenne avec les Présidents des parlements tchèque et suédois, ainsi que le Président du Parlement européen Hans-Gert Pötering (12 juillet 2008).
- **Plusieurs initiatives ont été prises en matière de communication pour marquer la présidence française à l'AN** : création d'un « kit communication » sur les 26 autres pays de l'UE destinés aux députés ; pavoisement de l'Assemblée aux 27 couleurs des pays membres de l'UE ; projection d'allégories de l'Europe sur la façade du Palais Bourbon ; grand concert de la Garde républicaine.

Renforcement du lien entre les députés nationaux et les enjeux européens :

**Transformation de la délégation de l'UE en commission permanente par la révision constitutionnelle.**

**Renforcement du rôle de la commission des affaires européennes dans le nouveau règlement de l'Assemblée** : composée de 48 membres au lieu de 36, ce qui permet la présence de 6 membres de chacune des commissions permanentes dans cette commission ; possibilité de formuler des observations sur toute disposition d'un projet de loi portant sur un domaine couvert par l'activité de l'UE ...

Mise en œuvre par anticipation de certaines dispositions du Traité de Lisbonne qui **renforcent le rôle des parlements nationaux** dans le processus de décision communautaire (contrôle de subsidiarité).

Un salon du Palais-Bourbon dédié exclusivement à l'Europe a été aménagé à l'initiative de Bernard Accoyer. Ce **salon « Euromédia »** est réservé en particulier à l'information des députés sur l'activité des institutions européennes prévisionnelle et en temps réel.